

OPINION'EYE

BY "opinionway



PAR FRÉDÉRIC MICHEAU,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
ADJOINT
DIRECTEUR DES ÉTUDES
D'OPINION

LE PROFIL DES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS RÉGIONALES DE 2021

Note de lecture

Les chiffres présentés dans ce document sont issus de traitements statistiques réalisés à partir des données du ministère de l'Intérieur, relatives aux candidatures aux élections régionales de 2015 et 2021. Sauf indication, les données sont présentées en pourcentages.

[Télécharger les annexes](#)

L'évolution du nombre de candidats

Le nombre de candidats aux élections régionales enregistre une baisse de 11% : alors que 21 456 citoyens s'étaient présentés au suffrage universel en 2015, seuls 19 084 le sont cette année.

18% des candidats étaient déjà présents sur les listes en 2015.

Le nombre de candidats décroît dans 12 régions, en particulier en Nouvelle Aquitaine (recul de 414 candidats) et en Île-de-France (recul de 450 candidats). En Auvergne-Rhône Alpes, il reste stable à l'unité près (2070 en 2015 comme en 2021). Il progresse en Martinique (320 candidats supplémentaires), en Bretagne (182 candidats supplémentaires), en Guadeloupe (86 candidats supplémentaires) et en Corse (18 candidats supplémentaires).

PRECEDENTS NUMEROS

[Numéro 11](#)

[Numéro 10](#)

[Numéro 9](#)

[Tous les numéros](#)

Le nombre de listes par région

155 listes ont été déposées et validées, contre 171 en 2015. C'est en Martinique (14 listes) et en Bretagne (13 listes) qu'on observe le plus grand nombre de listes en présence. Inversement, la région Guyane se singularise par le plus petit nombre de listes (4). Le nombre de listes en présence recule dans 12 régions. Il est stable en Auvergne - Rhône-Alpes et dans le Grand Est (9 listes). Il progresse en Martinique, Bretagne et Guadeloupe.

La répartition homme/femme des candidats

La parité imposée par la loi est strictement respectée. Mais le nombre impair de candidats sur certaines listes aboutit à la présence de 112 candidats de plus (9598 contre 9584 candidates). Cette répartition équilibrée au niveau global ne doit pas masquer le fait que seules 30% des femmes sont têtes de listes (46 candidates). Certes, leur nombre est en progression depuis 2015 (22%, 37 candidates). Mais les têtes de liste demeurent très majoritairement masculines (70%, 109 candidats).

L'âge moyen des candidats

L'âge moyen des candidats s'établit à 51 ans, contre 49 ans en 2015. C'est en Guyane qu'il est le plus bas (44 ans) et en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'il atteint son maximum (54 ans).

Cette année, le candidat le plus âgé est monsieur Georges Lacoste né le 6 juillet 1925 (95 ans), candidat sur la liste de Lutte Ouvrière en Nouvelle-Aquitaine. Le candidat le plus jeune est monsieur Henri Sarre né le 12 juin 2003 (18 ans), qui figure sur la liste de La République en marche en Bourgogne-Franche-Comté.

La répartition des candidats par tranches d'âge

Comme en 2015, la part des candidats âgés de moins de 35 ans demeure inférieure au poids démographique des jeunes (26%). La part des candidats âgés de 35 à 50 ans se tasse de 2 points (28%).

Les personnes âgées de 50 à 65 ans demeurent la génération la plus représentée (37%) parmi les candidats : leur part est très supérieure à leur proportion dans la société. Observons aussi l'accroissement de la présence des seniors (19%, soit une progression de 5 points depuis 2015).

La répartition des candidats par profession

Les cadres et professions libérales constituent toujours les plus gros effectifs de candidats : ils représentent près d'un tiers des personnes figurant sur les listes (31%, en progression de 4 points depuis 2015). Il faut également relever le poids croissant des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (8%, en progression de 5 points). La part des professions intermédiaires (15%) et des agriculteurs (2%) demeure stable. Une chute importante du nombre d'employés (12%, - 9 points) est à noter. Les ouvriers restent également très faiblement présents en comparaison de leur poids démographique (4% contre 13%). Ce constat vaut également pour les retraités (18% contre 26%).

L'évolution de la présence par étiquette politique à gauche

L'extrême-gauche est présente dans toutes les régions, sauf en Corse et en Guyane. Son nombre de listes est équivalent à celui de 2015 (11 listes, soit 2348 candidats). On compte 3 listes d'extrême-gauche en Martinique et 2 en Nouvelle Aquitaine. Avec 15 listes, c'est Lutte Ouvrière qui assure la plus grande couverture territoriale.

Le Front de gauche, qui présentait 7 listes en 2015, a été dissout lors de la création de la France insoumise. Le parti de Jean-Luc Mélenchon et le Parti communiste continuent tout de même de faire liste commune en Ile-de-France, en Auvergne Rhône-Alpes et en Normandie, où la tête de liste est confiée au PCF.

La France insoumise présente également des listes autonomes en Bretagne et en Occitanie. En Bourgogne - Franche-Comté, elle fait partie de la liste conduite par Bastien Faudot, candidat du Mouvement républicain et citoyen de Jean-Pierre Chevènement à la présidentielle de 2017. En Nouvelle Aquitaine, elle participe à la liste « On est là ! » avec le Nouveau Parti Anticapitaliste d'Olivier Besancenot. Dans le Grand Est, elle soutient la liste conduite par l'ancienne ministre Aurélie Filippetti, aux côtés de Générations.s, le parti de Benoit Hamon, et Place publique.

Le ministère de l'Intérieur comptabilise 13 listes d'union de la gauche, soit un nombre identique à celui mesuré en 2015. Parmi ces listes, il faut ainsi distinguer les 10 listes du Parti socialiste et de ses alliés. Il s'agit notamment des listes des présidents de Conseil régional sortants, comme celle de Loïg Chesnais-Girard en Bretagne ou celle menée par François Bonneau en Centre-Val de Loire. Le PS conduit une liste seul, c'est-à-dire sans alliés, uniquement en Guadeloupe. Il soutient une liste d'union dans plusieurs régions, dont les Hauts-de-France (liste de Karima Delli) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (liste de Jean-Laurent Félizia), c'est-à-dire les 2 régions où la gauche s'était volontairement retirée du second tour pour faire barrage au Front national. Il fait de même dans la région Grand Est, région dans laquelle il avait voulu se retirer en 2015, mais n'avait pas été suivi sur le terrain par la liste conduite par Jean-Pierre Masseret, le président sortant du Conseil régional de Lorraine.

L'intitulé « listes d'union de la gauche » renvoie aussi pour le ministère de l'Intérieur aux listes de la France insoumise et du Parti communiste. On observe ainsi parfois deux listes d'union de la gauche au sein de la même région.

C'est le cas en Ile-de-France, où la liste du Parti socialiste et de ses alliés conduite par Audrey Pulvar et la liste de la France insoumise et du Parti communiste menée par Clémentine Autain sont en concurrence. A l'exception des Hauts-de-France, la France insoumise et le PS figurent systématiquement sur des listes distinctes. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, LFI ne présente pas de liste et ne participe pas à la liste réunissant Europe Ecologie - Les Verts et le PS.

Enfin, Europe Ecologie - Les Verts conduit des listes dans 11 régions, notamment celle du Secrétaire national du parti, Julien Bayou, en Ile-de-France. Il s'agit :

- de listes autonomes dans 6 régions.
- de listes d'union avec la France Insoumise dans 2 régions (Centre-Val de Loire et Pays de la Loire).
- de listes d'union avec le PS dans 2 régions (Grand Est et Provence-Alpes-Côte d'Azur).
- Enfin, d'une liste d'union avec le PS et La France Insoumise dans une région (Hauts-de-France),

Les listes des autres formations écologistes ont doublé par rapport à 2015 (6 listes).

L'évolution de la présence par étiquette politique au centre

Inexistant en 2015, La République en marche est présente en propre uniquement en Bourgogne-Franche-Comté. Le parti présidentiel participe à des listes d'union du centre dans la plupart des régions, notamment avec Agir et le MoDem. La formation présidée par François Bayrou présente ainsi une centaine de candidats de moins sous sa seule bannière (une seule liste autonome de 64 personnes en Martinique).

Au centre droit, l'UDI maintient une liste autonome en Martinique et participe ailleurs à des coalitions du centre et de la droite (538 candidats).

L'évolution de la présence par étiquette politique à droite

A droite, Les Républicains sont présents en coalition dans toutes les régions. On enregistre 7 listes d'union de la droite et du centre, dont celle menées par les présidents sortants Jean Rottner dans le Grand Est ou Hervé Morin en Normandie. Six listes sont identifiées comme des listes d'union de la droite.

Alors qu'il avait présenté 14 listes autonomes en 2015, Debout la France n'est plus présent sous son étiquette que dans les 4 régions suivantes : la Bretagne, les Hauts-de-France, les Pays de la Loire et la Provence-Alpes-Côte d'Azur. En Bourgogne-Franche-Comté, le parti de Nicolas Dupont-Aignan participe à la liste des Républicains, conduite par le maire de Chalon-sur-Saône, Gilles Platret.

L'évolution de la présence par étiquette politique à l'extrême-droite et parmi les divers

Le Rassemblement national présente 14 listes, soit une de moins qu'en 2015. Il est en lice dans toutes les régions, sauf la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe (où il était présent lors des dernières élections régionales). Hormis le parti de Marine Le Pen, l'extrême-droite ne présente qu'une seule liste, en Corse.

Les 13 listes régionalistes, dont les élections régionales sont par nature le terrain d'expression privilégié, rassemblent 1134 candidats, répartis sur 4 listes en Corse, 2 listes en Guadeloupe et Martinique, et une liste en Bretagne, en Occitanie, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et dans le Grand Est (la liste « Stop Grand Est, en avant l'Alsace ! » du mouvement alsacien Unser Land).

Les listes souverainistes sont présentes dans 4 régions, dont le Grand Est avec la liste « Liberté ! » conduite par Florian Philippot.

Enfin, on compte 17 listes divers (soit 2418 candidats). Parmi celles-ci, les listes « un nôtre monde » sont présentes dans 3 régions (Bretagne, Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur). Sous la bannière « Agir pour ne plus subir », le parti de l'Union des démocrates musulmans français conduit 4 listes (Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Ile-de-France, Grand Est). Les listes divers gauche (10 listes, soit 8 de moins qu'en 2015) et divers droite (6 listes, soit 3 de moins qu'en 2015) subissent un recul important.

Accédez aux annexes de cette analyse en cliquant sur le lien ci-dessous !



Frédéric Micheau

Directeur Général Adjoint
Directeur des études d'Opinion
fmicheau@opinion-way.com

 @FMicheau

A PROPOS DU GROUPE OPINIONWAY

Créé en mars 2000, pionnier de la digitalisation des études, OpinionWay innove dans les études Marketing et d'Opinion et développe l'agilité dans les modes d'approches (panels en ligne, communautés digitales, hybridation des données et Social Media Intelligence).

Né en France et capable d'intervenir sur les cinq continents, OpinionWay a des implantations au Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), en Europe de l'Est (Pologne) et en Afrique Subsaharienne (Côte d'Ivoire). Le Groupe intervient dans la compréhension des publics, des marchés, des marques ; dans la recherche de produits et de services, pour des clients se développant en France comme à l'international auprès de cibles BtoB et BtoC.

OpinionWay est membre actif d'Esomar, certifié depuis 2009 ISO 20252 par l'AFNOR et membre de CroissancePlus.

CONTACT

Olivia AUGIS – Responsable Communication
oaugis@opinion-way.com - 01 81 81 83 05
opinion-way.com

“opinionway”